



« QUOI QU'IL EN COÛTE »

LES BANQUES FRANÇAISES
AU SECOURS DE L'INDUSTRIE FOSSILE

MAI 2021



À l'occasion du sommet sur le climat organisé par Joe Biden le 22 avril, Emmanuel Macron a insisté sur un message: «Le nerf de la guerre, c'est la finance. Avec elle, pour protéger notre planète, nous pouvons changer la donne»¹. Si les Amis de la Terre France et Oxfam France partagent le constat que la finance est un levier fondamental pour limiter le réchauffement planétaire sous la barre critique de 1,5 °C, la finance agit au contraire à ce jour comme un frein puissant à la transition: c'est le secteur économique qui a l'impact carbone le plus important, jouant en premier lieu un rôle clé pour enfermer le monde dans sa dépendance aux énergies fossiles.

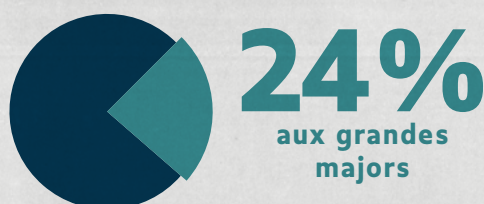
Dans cette étude inédite, les Amis de la Terre et Oxfam démontrent comment les banques sont les premières «sauveuses» des entreprises polluantes en temps de crise, et pourquoi la régulation bancaire est nécessaire pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris.

LES BANQUES FRANÇAISES AU CHEVET DES ENTREPRISES DES ÉNERGIES FOSSILES

En 2020, la crise du coronavirus et le ralentissement économique brutal et planétaire ont entraîné en l'espace de quelques semaines un effondrement généralisé de la demande de pétrole. En réponse à ce choc, l'industrie des énergies fossiles est partie à la recherche d'importants volumes de capitaux publics et privés, afin de garantir la reprise rapide de ses nouveaux projets d'investissement et de créer les conditions d'une expansion continue des charbon, pétrole et gaz pour les prochaines décennies.

L'industrie fossile sous perfusion des banques

\$100 Mld
de financements^A
aux entreprises des
énergies fossiles
depuis début 2020



A - Financements des quatre grandes banques françaises aux entreprises des charbon, pétrole et gaz, entre janvier 2020 et mars 2021

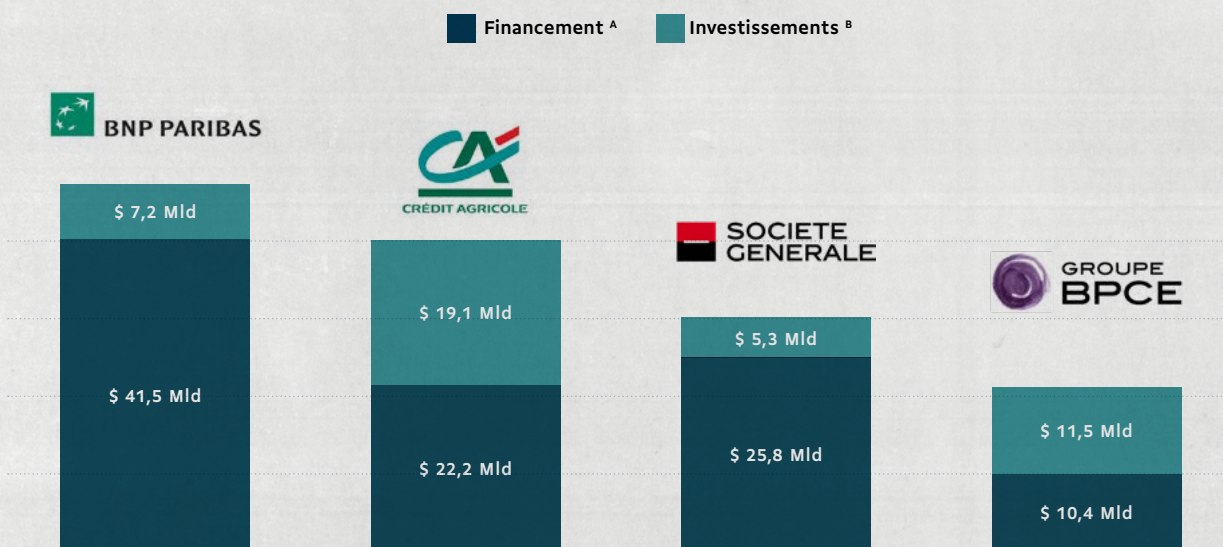
Cette stratégie porte déjà ses fruits empoisonnés. Alors que l'année 2020 est désormais la plus chaude jamais enregistrée en Europe³, 2021 devrait être l'une des pires en matière de hausse des émissions de gaz à effet de serre selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE)⁴. **La première cause de ce rebond critique : une reprise économique mondiale qui profite aux charbon, pétrole et gaz⁵.** Fatih Birol, directeur de l'AIE, n'a pas hésité à comparer cette nouvelle explosion à la situation post-crise financière de 2008, où les émissions avaient augmenté de plus de 6 % alors que les Etats tentaient de stimuler leurs économies à grand renfort d'énergies fossiles bon marché. Selon lui, «il semble que nous soyons en bonne voie pour répéter les mêmes erreurs»⁶. La crise est ainsi en train de creuser un peu plus le fossé qui nous sépare d'une trajectoire de réchauffement limité à +1,5 °C, et qui exige de réduire chaque année de 6 % la production mondiale d'énergie fossile d'ici 2030⁷.

Au moment même où de nombreuses voix appelaient à construire un «monde d'après» plus juste et plus soutenable, les grandes banques françaises ont porté «secours» à l'industrie fossile. Si le débat a été animé sur les aides publiques aux secteurs polluants, la finance privée a également contribué au sauvetage de ces entreprises.

Notre recherche révèle que **depuis janvier 2020, BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et le groupe Banque Populaire Caisse d'Épargne ont accordé 100 milliards de dollars de financements aux entreprises actives dans le charbon, le pétrole et le gaz**. Les meilleures clientes des banques sont les huit majors pétrolières et gazières⁸, qui ont capté 25 % du total de ces financements. BNP Paribas, qui arrive largement en tête de ce classement, a à elle seule financé ces majors pour 12 milliards de dollars.

Les quatre grandes banques françaises ont de surcroît toutes augmenté ces financements, de 22,5 % en moyenne entre 2019 et 2020. Cette hausse est le résultat d'un bond de leurs émissions d'actions et d'obligations pour le compte d'entreprises des énergies fossiles. Elles ont ainsi permis à de grands groupes polluants de lever rapidement et à grande échelle des capitaux sur les marchés financiers. En haut de la liste des entreprises qui en ont bénéficié, on retrouve ici encore les majors et notamment BP, qui a reçu en 2020 7,8 milliards de dollars de financements de BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale.

Le classement des banques françaises les plus addictes aux énergies fossiles



A - Financements des quatre grandes banques françaises aux entreprises des charbon, pétrole et gaz, entre janvier 2020 et mars 2021

B - Investissements des quatre grandes banques françaises dans les entreprises des charbon, pétrole et gaz, au 31 décembre 2020

L'addiction aux majors des banques françaises représente un danger climatique avéré. Ces quelques multinationales continuent à miser massivement sur le développement des hydrocarbures – secteur qui capte 99 % de leurs dépenses d'investissement –, et n'ont pas l'intention d'y renoncer. Si, dans une tentative de verdissement de leur image, elles ont toutes pris des engagements en matière climatique, aucune de ces annonces ne se rapproche même des objectifs de l'Accord de Paris⁹. Pourtant, les majors passent encore aujourd'hui complètement sous les radars des politiques des acteurs financiers.

Les banques, plus gros pollueurs du CAC 40, nous emmènent vers un réchauffement de + 4 °C

L'impact climatique des banques françaises est considérable. **Aux trois premières places des entreprises françaises les plus polluantes, on retrouve les trois groupes bancaires BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole, qui ont chacune une empreinte carbone supérieure au territoire français¹⁰.** Si l'impact carbone des banques ne semble pas très tangible au premier abord, elles jouent pourtant un rôle prépondérant en alimentant en capitaux un modèle économique fortement émetteur de gaz à effet de serre.

Via leurs choix d'octroi de crédits, les banques choisissent de financer des entreprises ou des projets à l'impact plus ou moins lourd sur le climat. Elles peuvent également permettre aux entreprises de lever des fonds sur les marchés financiers en émettant pour leur compte de nouvelles actions ou obligations. Tous ces outils contribuent au financement des entreprises. Par ailleurs, les banques peuvent également investir sur ces marchés financiers en achetant des actions ou des obligations d'entreprises. Cette responsabilité est bien réelle : les banques ont le pouvoir de décider quelles activités économiques bénéficieront de capitaux et seront valorisées en bourse, et réciproquement, lesquelles seront laissées au bord de la route.

Le monde que nous construisent les grandes banques françaises pour demain fait fi de la crise climatique. Car

si leur colossale empreinte carbone reflète l'ensemble de leurs financements et investissements décidés dans le passé, elle témoigne de leur appétence forte et continue pour les secteurs très carbonés, au premier rang desquels se trouve l'industrie fossile. Ainsi, 40 % des émissions liées à leurs activités de crédit sont issues de leurs seules activités dans le secteur des énergies fossiles¹¹. Et les grandes banques semblent déterminées à ne pas inverser la tendance. Le rapport international *Banking On Climate Chaos* a révélé en mars 2021 que **BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et le groupe BPCE ont au total presque doublé leurs financements aux charbon, pétrole et gaz entre 2016 et 2020 – soit en moyenne de + 19 % par an¹².** Elles se classent ainsi en 2020 en premiers financeurs européens des énergies fossiles¹³.

Or chaque euro injecté dans les énergies fossiles aujourd'hui contribue à soutenir des projets ou des entreprises qui vont polluer pendant des dizaines d'années, et nous éloigne tous les jours un peu plus de l'impératif de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. **Sans réorientation massive et rapide des flux financiers, les quatre banques françaises resteraient alignées avec un scénario de réchauffement de plus de 4 °C d'ici à 2100¹⁴,** loin de l'objectif de 1,5 °C inscrit à l'Accord de Paris.

UNE RELATION DE DÉPENDANCE À HAUTS RISQUES

En 2020, la chute des prix du pétrole a eu des conséquences sévères sur la valeur boursière des plus grandes multinationales des pétrole et gaz : Equinor a perdu 20 % de sa valeur boursière, Total et Chevron 30 %, et ExxonMobil, Shell, Eni, BP et Repsol plus de 40 %¹⁵. Ces chutes de valeur ont par conséquent affecté les portefeuilles des institutions financières qui y sont investies. Alors que les cours des actions de ces 8 majors chutaient, les trois plus grandes banques françaises BNP Paribas, Credit Agricole et Societe Generale ont acheté de nouvelles actions de ces entreprises au cours de la crise. Elles en détenaient fin 2020 24 millions de plus que début 2020. **Résultat des courses : les portefeuilles d'actions de ces 3 banques rien que dans les majors ont au total perdu 1,4 milliard de dollars en une année.**

Il n'est pas nécessaire d'être trader pour voir l'incohérence : alors que les cours boursiers des majors pétrolières et gazières s'effondraient, les banques françaises ont quand même acheté des millions de titres de ces entreprises en perte de valeur. Qu'est-ce qui justifie cette action au détriment même des résultats financiers des banques ? Nous identifions deux principales explications à cette addiction irrationnelle.

D'une part, les acteurs financiers sont tellement exposés aux entreprises fossiles qu'elles n'ont aucun intérêt à les voir couler. En les soutenant financièrement depuis des années, les banques ont construit leur dépendance par rapport à l'industrie fossile et notamment à certaines supermajors. Une partie de la stabilité et des profits des grandes banques et investisseurs se retrouve aujourd'hui indexée à ceux de leurs clients des énergies fossiles. En situation de crise, ces entreprises apparaissent ainsi « too big to fail » pour les portefeuilles des acteurs financiers. Les banques accourent donc à leur chevet, quitte à augmenter encore un peu plus leur exposition et leur dépendance aux énergies fossiles¹⁶.

Ces entreprises apparaissent « too big to fail » pour les portefeuilles des acteurs financiers.

D'autre part, les intérêts des directions des banques et des multinationales des énergies fossiles convergent. Une étude d'Oxfam France d'avril 2021 montrait que l'atteinte d'objectifs climat ne représente que 0,8 % de la rémunération du PDG de BNP Paribas, 2,4 % pour le PDG de Société Générale, quand le PDG de Crédit Agricole n'a même pas de critère spécifiquement dédié au climat dans sa rémunération. De plus, une enquête du média d'investigation DeSmog a récemment révélé que plus de 50 % des directeurs ou directrices de grandes banques européennes ont des liens avec ces industries très intensives en carbone¹⁸.

Au-delà des conséquences climatiques, **cette addiction aux énergies fossiles représente un risque qui pourrait entraîner des pertes irréversibles et créer les conditions d'une prochaine crise financière, générant des impacts économiques et sociaux bien au-delà de la sphère bancaire.** Certains acteurs financiers le reconnaissent eux-mêmes. Selon Jean Raby, l'ex directeur général de Natixis Investment Managers, filiale du groupe BPCE : « Il est inévitable que les combustibles fossiles attirent de moins en moins de capitaux, car ils sont de moins en moins perçus comme une source de croissance future, et il existe de réels risques liés à la réglementation et aux actifs échoués. [...] Notre message à l'industrie est que si vous ne positionnez pas votre entreprise pour la transition inévitable vers une économie sobre en carbone, vous attirerez moins d'investisseurs »¹⁹. Pourtant, comme le pointe ce rapport, la prise en compte des risques climatiques et financiers liés aux énergies fossiles ne se matérialise toujours pas dans les stratégies des grandes banques françaises.

LE PIRE DE L'INDUSTRIE FOSSILE PROFITE DE L'ADDICTION DES BANQUES FRANÇAISES

Les grandes banques françaises parient toujours sur les pétrole et gaz de schiste

Financements des banques aux 30 entreprises les plus agressives dans le développement des pétrole et gaz de schiste^A

Production de pétrole et gaz de schiste prévue par ces 30 entreprises d'ici 2050



A : Financements des grandes banques françaises aux 30 entreprises les plus actives dans l'exploitation des pétrole et gaz de schiste, en termes de réserves en cours de production et de production prévue entre 2021 et 2050 à partir de nouveaux puits.

Fin 2018²¹, Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, appelait les banques, assureurs et gestionnaires d'actifs français à prendre des engagements garantissant l'arrêt définitif de leurs soutiens aux activités les plus polluantes. Après avoir demandé à cette occasion à l'ensemble des acteurs financiers de se doter d'une stratégie de sortie du charbon, il en a fait de même en octobre 2020²² pour les secteurs des pétrole et gaz non-conventionnels²³. **Si les grandes banques françaises ne peuvent plus nier les impacts climatiques et environnementaux dramatiques de ces industries et ont pris des engagements pour y limiter leurs activités, le compte n'y est pas encore dans la pratique.**

Alors que sortir des hydrocarbures non-conventionnels pose en priorité absolue l'arrêt de tout soutien à leur expansion, la recherche des Amis de la Terre France et d'Oxfam France révèle au contraire que les banques françaises ont continué en 2020 et début 2021 à alimenter le développement d'un secteur toxique : les pétrole et gaz de schiste. **BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis ont en effet accordé sur cette période 17,7 milliards de dollars aux 30 entreprises qui exploitent et prévoient d'exploiter le plus de pétrole et gaz de schiste d'ici 2050²⁴**, à contre-courant total de l'impératif de laisser ces énergies fossiles dans le sol. Parmi ces entreprises se trouvent notamment quatre majors pétrolières et gazières – ExxonMobil, Chevron, BP et Shell – qui reçoivent des soutiens massifs et sans condition des banques françaises (voir ci-dessus). L'entreprise la plus agressive au monde dans le développement des hydrocarbures de schiste, ExxonMobil, a été, à elle seule, financée à hauteur de 2,4 milliards de dollars par Société Générale. La conclusion est sans appel : les acteurs financiers et le gouvernement français ne sauront penser une stratégie de sortie des pétrole et gaz non-conventionnels sans prendre à bras le corps le problème des majors.

En ce qui concerne le charbon, les grandes banques françaises se sont dotées au cours de l'année 2020 de politiques de sortie du secteur. Ces engagements reconnaissent en particulier l'impératif de couper les ponts avec les entreprises qui ne renoncent pas à leurs plans de développement dans le charbon³³. Cependant, ils demeurent à géométrie variable, et prévoient notamment, pour Crédit Agricole, Natixis et Société Générale, une exclusion ferme de ces entreprises seulement pour la fin 2021. **Les banques françaises ont ainsi pu acter depuis janvier 2020 1,6 milliard de dollars de financements à des entreprises qui ont des projets d'expansion de mines et de centrales à charbon.**

On retrouve en tête de ces groupes le géant minier Glencore, auquel les quatre banques ont au total accordé 1 milliard de dollars de financements. BPCE a de surcroît acheté pour 1,9 milliard de dollars d'actions de la multinationale au cours de l'année 2020, actant le plus gros investissement d'une banque française dans une entreprise des énergies fossiles. Glencore est le 9ème producteur de charbon au monde et développe ses activités minières en Australie : après avoir mis en opération une nouvelle mine de charbon en 2020³⁴, il prévoit d'en ouvrir deux autres³⁵, et vient tout juste de se voir autoriser un projet d'extension de sa mine à ciel ouvert de Mangoola³⁶. On retrouve aussi parmi les entreprises soutenues par BNP Paribas, Crédit Agricole et BPCE, le Polonais PGE, l'un des plus importants émetteurs de gaz à effet de serre d'Europe, qui portent des projets de mines et centrales à charbon sur le continent³⁷. La nouvelle unité de sa centrale à charbon de Turów pourrait entrer en service d'un jour à l'autre³⁸. Et pour finir, Crédit Agricole a continué de soutenir – pour plus de 400 millions de dollars – le Sud-Coréen KEPCO, qui prévoit une dizaine de nouvelles centrales à charbon en Corée du Sud, en Indonésie et au Vietnam³⁹.

Chaque nouveau soutien ou délai accordé à ces entreprises nous pousse un peu plus au-delà du seuil critique de + 1,5 °C.

Chaque nouveau soutien ou délai accordé aux entreprises qui font le choix d'investir dans les énergies fossiles nous pousse un peu plus au-delà du seuil critique de + 1,5 °C de réchauffement climatique. Sortir du charbon et des hydrocarbures non-conventionnels exige dès lors de garantir la fin des flux financiers à toutes celles qui y prévoient de nouveaux projets. **L'Etat doit briser l'addiction des acteurs financiers aux énergies fossiles et utiliser l'arme de la réglementation pour prévenir les chocs climatiques et financiers anticipés.**

Total et les banques françaises : **une complicité avérée**

Avec une augmentation prévue de sa production d'hydrocarbures de 47 % entre 2010 et 2030²⁵, y compris dans les pétrole et gaz non-conventionnels²⁶, le géant français Total se fiche des objectifs de l'Accord de Paris. **Les grandes banques françaises, soutiens de premier plan de la multinationale, ont pourtant jusque-là privilégié la stratégie du «laisser-faire».** Même lorsque l'année dernière, elles ont été invitées à voter une résolution climat ambitieuse à l'assemblée générale de Total, elles ont préféré voter contre ou s'abstenir²⁷.

Cette idylle commencerait-elle à l'effilocher ? Total semble en tous cas ne plus systématiquement convaincre les grandes banques françaises. En 2020, alors que Société Générale et Crédit Agricole participaient au financement de son nouveau terminal gazier Mozambique LNG²⁹, BNP Paribas et Natixis, elles, s'abstenaient²⁹. Le mois dernier, Société Générale, BNP Paribas et Crédit Agricole renonçaient à financer son nouvel oléoduc EACOP³⁰ en Ouganda et Tanzanie³¹.

Mais ces premiers signaux faibles ne sauront faire oublier l'absence de mesure prise pour sanctionner les agissements de Total. Les banques doivent cesser de soutenir cette entreprise aussi longtemps qu'elle n'aura pas renoncé à ouvrir ou exploiter de nouvelles réserves d'énergies fossiles non-conventionnelles. Elles doivent par ailleurs rejeter le faux plan climat et vrai plan greenwashing que Total présentera à l'assemblée générale de ses actionnaires le 28 mai prochain³².

NOS DEMANDES : UN SEVRAGE QUI DOIT PASSER PAR LA RÉGULATION

Dans cette crise sanitaire, rapidement métamorphosée en crise économique et sociale, les grandes banques françaises ont choisi leur camp. Loin de mettre en cohérence leurs activités avec leurs discours et de prendre le virage de la soutenabilité, elles ont encore une fois décidé de nous projeter un peu plus dans la prochaine crise, la crise climatique. Ce nouveau choc étale au grand jour l'addiction destructrice des banques aux énergies fossiles.

Seul l'Etat a les moyens de rompre cette dépendance toxique et d'éteindre les braises sur lesquelles soufflent les banques françaises. Le gouvernement ne peut plus se contenter d'en appeler au bon vouloir des acteurs financiers.

Les Amis de la Terre France et Oxfam France proposent d'inscrire une obligation légale pour les grandes entreprises de se conformer à une trajectoire contraignante de réduction de leur empreinte carbone et de sortie de leurs activités polluantes, sous peine de sanction financière.

Cette éco-responsabilité doit se traduire pour les banques, investisseurs et assureurs par :

- L'exclusion immédiate de tout soutien aux entreprises qui développent des projets incompatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris, dont des nouveaux projets d'énergies fossiles et notamment liés au charbon et aux pétrole et gaz non-conventionnels⁴⁰.
- La mise en oeuvre d'une stratégie climatique alignée avec les objectifs de l'Accord de Paris et garantissant :
 - une baisse de leurs émissions de gaz à effet de serre – scopes 1 à 3⁴¹ – de 15 % d'ici 2023 et de 50 % d'ici 2030 ;
 - une sortie des énergies fossiles, à commencer par le charbon et les pétrole et gaz non-conventionnels.

Cette sortie doit passer par l'arrêt échelonné de toutes les opérations liées aux énergies fossiles, le plus rapidement possible et programmé avec les travailleurs-ses et habitants-tes des bassins économiques concernés. Chaque année perdue pour agir contre les changements climatiques signifie des efforts plus grands à fournir demain. Si nous continuons à repousser les transformations radicales appelées de leurs vœux par les scientifiques⁴², nous devons anticiper une pente de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'autant plus abrupte et une sortie des énergies fossiles d'autant plus rapide.

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de ce rapport, les Amis de la Terre France et Oxfam France ont enquêté sur les soutiens des banques et investisseurs français aux entreprises des charbon, pétrole et gaz au moment de la crise du Covid-19.

La recherche a été menée par le cabinet indépendant Profundo et a visé à identifier les capitaux apportés aux entreprises actives dans les énergies fossiles via leurs activités de financement – prêts et émissions de nouvelles actions et des obligations pour le compte de ces entreprises, entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 mars 2021 – et d'investissement – détention d'actions et d'obligations de ces entreprises, analysée au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020.

Les transactions ont été identifiées à partir de la base de données financière Refinitiv, pour les entreprises appartenant aux secteurs des énergies fossiles selon la classification de Refinitiv⁴³, ainsi que pour les entreprises du secteur du charbon de la Global Coal Exit List publiée en novembre 2020 par l'ONG Urgewald⁴⁴. Au total, des financements ont été trouvés pour 436 entreprises de l'industrie des pétrole et gaz, et 65 entreprises engagées dans le charbon. Côté investissements, des relations ont été trouvées avec 889 entreprises dans l'industrie des pétrole et gaz, et avec 292 entreprises du secteur du charbon.

Les entreprises qui ont des projets d'expansion dans le secteur du charbon ont été identifiées en se référant là encore à la Global Coal Exit list. Les 30 entreprises qui exploitent et prévoient d'exploiter le plus de pétrole et gaz de schiste d'ici

2050 sont celles identifiées dans le rapport international Banking On Climate Chaos publié en mars 2021 par le Rainforest Action Network, Oil Change International et Reclaim Finance⁴⁵.

À partir des données financières recueillies pour l'ensemble des banques et investisseurs français, nous avons décidé de nous concentrer sur les principaux groupes bancaires français – BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, Banque Populaire Caisse d'Épargne –, qui concentrent la grande majorité des soutiens à l'industrie des énergies fossiles. Ces quatre banques représentent en effet à elles seules 99 % des financements et 80 % des investissements identifiés dans cette recherche. Nous avons également fait le choix de prendre en compte la totalité des soutiens, pour mettre en lumière l'interdépendance entre les grands groupes bancaires français et les groupes de l'industrie fossile.

Il est important de noter qu'en raison du secret bancaire, les prêts bilatéraux effectués entre une banque et un client n'ont pas pu être inclus dans la paramètre de l'étude. Nous pouvons en conséquence affirmer que les volumes de capitaux publiés dans ce rapport sont une sous-estimation de la réalité.

La méthodologie détaillée est jointe en ligne avec ce rapport.

1. Emmanuel Macron sur Twitter le 22 avril 2021. www.twitter.com/EmmanuelMacron/status/138524309392709230
2. De nombreuses voix se sont élevées dans les derniers mois pour dénoncer les capitaux publics octroyés à grande échelle et sans contreparties aux entreprises polluantes. Cela s'est traduit par de nombreuses formes de soutien : des aides publiques d'urgence, des montées de l'Etat au capital dans certaines entreprises, des soutiens des banques centrales via leurs interventions en réponse à la crise du Covid-19.
- Les Amis de la Terre (2020) L'Assemblée nationale s'approprie à signer un chèque aux grands pollueurs, sans condition. www.amisdelaterre.org/communiqu-presse/lassemblee-nationale-sapproprie-a-signer-un-cheque-aux-grands-pollueurs-sans-condition
- Les Amis de la Terre (2020) L'Etat au secours des parapétroliers français sans condition ? www.amisdelaterre.org/communiqu-presse/letat-au-secours-des-parapetroliers-francais-sans-condition
- Reclaim Finance (2021) Politique monétaire et énergies fossiles : la Banque de France entre nécessité d'agir et volonté d'attendre. www.reclaimfinance.org/site/2021/01/26/politique-monnaire-et-energies-fossiles-la-banque-de-france-entre-necessite-dagir-et-volonte-dattendre/
- Voir le site Bailout Watch, qui suit la manière dont l'industrie fossile bénéficie des politiques de sauvetage et de relance des Etats-Unis. www.bailoutwatch.org
3. France Inter (2021) Réchauffement climatique : 2020 est l'année la plus chaude jamais enregistrée en Europe. www.franceinter.fr/monde/rechauffement-climatique-2020-est-l-annee-la-plus-chaude-jamais-enregistre-en-europe
4. IAE (2021) Global Energy Review 2021. www.iea.org/reports/global-energy-review-2021
5. Le Monde (2021) La reprise économique favorise les énergies fossiles et va entraîner une forte hausse des émissions de CO2. www.lemonde.fr/economie/article/2021/04/20/la-reprise-favorise-les-energies-fossiles_6077372_3234.html
6. The Guardian (2021) Carbon emissions to soar in 2021. www.theguardian.com/environment/2021/apr/20/carbon-emissions-to-soar-in-2021-by-second-highest-rate-in-history
7. UNEP (2020) The production gap 2020 report. www.unep.org/publications/wp-content/uploads/2020/12/PGR2020_ExecSum_web.pdf
8. BP, Chevron, Eni, Equinor, ExxonMobil, Repsol, Shell et Total.
9. OCI (2020) Big Oil reality check. www.priceofoil.org/content/uploads/2020/09/OCI-Big-Oil-Reality-Check-vF.pdf
10. Oxfam France (2021) Climat : CAC degrés de trop - le modèle insoutenable des grandes entreprises françaises. www.oxfamfrance.org/rapports/climat-cac-degrees-de-trop/
11. Oxfam (2020) Banques : des engagements climat à prendre au 4ème degré. www.oxfamfrance.org/rapports/banques-des-engagements-climat-a-prendre-au-4eme-degre
12. Rainforest Action Network, Reclaim Finance, et al. (2021) Banking on Climate Change. www.ran.org/wp-content/uploads/2021/03/Banking-on-Climate-Chaos-2021.pdf
13. Les Amis de la Terre France et Reclaim Finance (2021) Rapport : les banques françaises, plus grands financeurs européens des énergies fossiles en 2020. www.amisdelaterre.org/communiqu-presse/rapport-les-banques-francaises-plus-grands-financeurs-europeens-des-energies-fossiles-en-2020
14. Oxfam (2020) Banques : des engagements climat à prendre au 4ème degré. www.oxfamfrance.org/rapports/banques-des-engagements-climat-a-prendre-au-4eme-degre
15. Ces chiffres ont été calculés en comparant la valeur des actions individuelles de chaque entreprise entre le 03/01/20 et le 31/12/20. Par exemple, Exxon a perdu 41,39 % de sa valeur entre ces deux dates : la valeur de son action est passée de 70,33 dollars à 41,22 dollars.
16. Institut Rousseau, Les Amis de la Terre France, Reclaim Finance (à paraître en juin 2021) Actifs fossiles, les nouveaux subprimes ?
17. Oxfam (2021) Salaires des PDG du CAC 40 : la bourse ou le climat - Comment la rémunération des dirigeants du CAC 40 incite au court-terme au détriment du climat. www.oxfamfrance.org/communiqu-presse/cac-40-deux-tiers-de-la-remuneration-des-pdg-sont-indexes-sur-des-criteres-financiers-de-court-terme
18. DeSmog (2021) The Climate-Conflicted directors leading the world's top banks. www.desmogblog.com/2021/04/06/revealed-climate-conflicted-directors-leading-the-worlds-top-banks
19. Oxfam (2021) Salaires des patrons du CAC40 : la bourse ou le climat. www.oxfamfrance.org/rapports/salaires-des-patrons-du-cac-40-la-bourse-ou-le-climat/#utm_source=twitter&utm_medium=organic
20. Consommation française de pétrole en 2018 = 1,6 million de barils par jour = 584 millions de barils par an. Source : Statista.
- Statista (2021) Oil consumption France between 2006 and 2018. www.statista.com/statistics/767036/consumption-oil-la-france/#:-:text=In%202018%2C%20France%20consumed%20more,barrels%20per%20day%20in%20France
- Réserves d'hydrocarbures de schiste en cours d'exploitation + production d'hydrocarbures de schiste prévue d'ici 2050 à partir de puits par encore ouverts pour ces trente entreprises = 221135,72 millions de barils équivalents pétrole. Source : données en date d'octobre 2020 fournies par Oil Change International, issues de Rystad Energy AS.
- Rainforest Action Network, Reclaim Finance, et al. (2021) Banking on Climate Change. www.ran.org/wp-content/uploads/2021/03/Banking-on-Climate-Chaos-2021.pdf
21. Bruno Le Maire (2018) Discours au Climate Finance Day 2018. www.vie-publique.fr/discours/207382-declaration-de-m-bruno-le-maire-ministre-de-leconomie-et-des-finances
22. Direction générale du Trésor (2020) Communiqué de presse de Bercy du 30 octobre 2020. www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2020/11/16/bruno-le-maire-et-olivia-gregoire-encouragent-la-place-de-paris-a-redoubler-d-efforts-afin-d-acceler-le-developpement-d-une-finance-verte
23. Ces secteurs doivent couvrir les pétrole et gaz de schiste, les pétrole et gaz issus des sables bitumineux, issus de forages en eaux très profondes et de forages en Arctique
24. Cela couvre donc uniquement les activités d'exploration et de production de pétrole et de gaz de schiste, et non toute la chaîne de valeur de cette industrie - transport, export, transformation, consommation finale pour produire de l'électricité ou autres. Les banques françaises sont également engagées dans ces activités midstream et downstream. Les Amis de la Terre et Reclaim Finance (2020) La place financière de Paris au fond du puits. www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2020/05/la-place-financiere-de-paris-au-fond-du-puits-amis-de-la-terre-mai-2020.pdf
25. Total (2020) From Net Zero ambition to TOTAL strategy. page 7. <https://www.total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-09/strategy-and-outlook-2020.pdf>
26. Total se développe notamment toujours ses activités en Arctique et en eaux très profondes.
27. En 2020, les gestionnaires d'actifs de Crédit Agricole (Amundi), Société Générale (Lyxor) et de BPCE (Natixis) ont voté contre la résolution climat portée par 11 actionnaires de Total, dont 8 français. BNP Paribas s'est abstenue. Reclaim Finance et Greenpeace France (2021) Total fait du sale : la finance complice ? www.reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2021/02/TotalFaitDuSale_LaFinanceComplice-1.pdf
28. Le projet, qui pose de graves impacts sur le climat, l'environnement et les droits humains, est aujourd'hui à l'arrêt en raison des violences qui font rage dans la région de Cabo Delgado au Mozambique et aux abords du site gazier de Total. Voir la déclaration des Amis de la Terre Mozambique. Justica Ambiental (2021) Total runs from its responsibilities with its «force majeure» announcement on Mozambique gas». www.j4change.org/2021/04/29/total-runs-from-its-responsibilities-with-its-force-majeure-announcement-on-mozambique-gas/
29. Les Amis de la Terre (2020) Mozambique : Société Générale et Crédit Agricole soutiennent le projet gazier très controversé de Total. www.amisdelaterre.org/communiqu-presse/mozambique-societe-generale-et-credit-agricole-soutiennent-le-projet-gazier-tres-controverse-de-total/
30. Les Amis de la Terre (2020) Un cauchemar nommé Total. www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2020/10/rapport-un-cauchemar-total-amisdelaterre-survie.pdf
31. Les Amis de la Terre (2021) 3 banques françaises tournent le dos à Total. www.amisdelaterre.org/3-banques-francaises-tournent-le-dos-a-total/
- 32



Les Amis de la Terre France sont une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux.

Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial.

En France, les Amis de la Terre forment un réseau de groupes locaux et affiliés autonomes, qui agissent sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

www.amisdelaterre.org



@amisdelaterre



amisdelaterrefrance



OXFAM
France

Oxfam France est membre de la confédération Oxfam, une organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté. Elle travaille dans plus de 90 pays afin de trouver des solutions durables pour mettre fin aux injustices qui engendrent la pauvreté.

En France, Oxfam mène depuis 30 ans, des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les décideurs politiques. Elle contribue également aux actions humanitaires d'urgence et aux projets de développement du réseau, en collaboration avec des partenaires et des alliés dans le monde entier.

www.oxfam.org



@oxfamfrance



OxfamFrance

RÉDACTION

Lorette Philippot (Les Amis de la Terre France)
et Alexandre Poidatz (Oxfam France).

RELECTURE

Frédéric Amiel, Marion Cubizolles,
Catherine Mollière
et Juliette Renaud (Les Amis de la Terre France) ; Nicolas Vercken et Armelle

Le Comte (Oxfam France).

DONNÉES FINANCIÈRES

La recherche financière a été commandée auprès du cabinet indépendant néerlandais Profundo.

REMERCIEMENTS

Nous remercions Rainforest Action Network et Oil Change International pour leurs données sur l'industrie des pétrole

et gaz de schiste, et Urgewald et Europe Beyond Coal pour leurs données sur l'industrie du charbon.

CONCEPTION GRAPHIQUE

Stephanie Poche, Atelier Chenapans.

MAI 2021

© Les Amis de la Terre / Oxfam